

Rencontre

Le président du Botswana visite Genève

Ce pays n'a presque aucun lien avec le canton. Ce qui doit changer, selon son homme fort, qui vient s'inspirer des agriculteurs suisses

Richard Étienne
@RiEtienne

Le Forum mondial sur l'investissement, ce congrès phare autour de la finance durable qui se tient cette semaine au Palais des Nations et que nous avons évoqué mardi dans nos colonnes, attire du beau monde. La valse des jets d'affaires bat son plein depuis ce week-end à Cointrin.

Le président namibien a atterri en Dassault Falcon 7X. Le premier ministre du Cambodge a affrété un Boeing 787 avec suite, lit royal, cuisine marbrée et une salle pour le dîner.

Le président du Botswana, lui, a pris un vol de ligne. Cet État africain passe pour être un exemple de démocratie au sud du Sahara. Certains ont surnommé cette nation stable considérée quelquefois comme un paradis fiscal «la Suisse de l'Afrique».

Un de ses seuls liens avec la Confédération. Le pays figure en



Mokgweetsi Masisi est venu avec sa femme et plusieurs ministres. ENRICO GASTALDELLO

queue de peloton des partenaires commerciaux de la Suisse en Afrique, un continent avec lequel les échanges sont rares. L'an dernier, pas plus de 65 ressortissants botswanais résidaient sur sol helvétique.

Pourtant, parmi le gratin onusien présent dans le canton cette

semaine, Mokgweetsi Masisi aura été l'un des seuls à s'être adressé aux Genevois, à avoir visité des entreprises et discuté avec Alain Berset, son homologue en Suisse.

«On a parlé de l'importance accrue du multilatéralisme, une notion chahutée ces temps», a confié le Botswanais à la «Tribune de Ge-

nève», qui l'a rencontré mardi dans sa suite de l'hôtel La Réserve. Il arborait une cravate et un pin's bleu clair et noir aux couleurs du pays. «Dans ce contexte chahuté, Genève, bastion du multilatéralisme, joue un rôle clé.»

Quelques heures plus tôt, il prenait son petit-déjeuner à la

Chambre de commerce de Genève (CCIG), où il a souligné les potentiels d'investissement dans son pays. Le PIB du Botswana a cru aussi vite que celui des dragons asiatiques ces cinquante dernières années. «La CCIG est une courroie de transmission entre la Genève locale et ses membres et le monde international, comme le Botswana», relève Vincent Subilia, son directeur adjoint.

Des banques à Chopard

L'économie du Botswana dépend de la richesse de son sous-sol qu'elle a su exploiter à bon escient. Quatorze fois plus grand que la Suisse mais trois fois moins peuplé, l'État enclavé est envahi par le désert du Kalahari. Le plus gros diamant au monde, vendu pour 50 millions de francs, y a été découvert en 2015. «On produit des pierres et c'est souvent à Genève qu'elles sont vendues», glisse Mokgweetsi Masisi. «Ça fait sens de se rapprocher.»

Le pays veut diversifier son économie, surtout depuis que les cours des matières premières sont devenus volatiles. À Genève, le président s'est entretenu avec des banques et des négociants.

Mercredi, il se rend à Perly, à l'Union maraîchère de Genève (UMG), une coopérative où poussent en cette saison des courges, oignons ou autres céleris. «Nous venons chercher de l'inspiration

technique et organisationnelle pour diversifier notre agriculture», indique l'ancien fermier.

«C'est la première fois qu'on reçoit un chef d'État étranger», croit savoir de son côté Philippe Magnin, vice-président de l'UMG. La délégation africaine s'arrêtera ensuite dans le domaine agricole de Bois-Bougy, à Nyon.

Aucune alternance politique

Le président se rendra jeudi au Club suisse de la presse, où il encensera la stabilité et l'intégrité du Botswana. Suite à une visite de la maison Chopard, il glisse d'ailleurs «ne pas avoir les moyens d'acheter leur montre». Le pays le moins corrompu d'Afrique, selon Transparency international (moins touché par la corruption que l'Italie et l'Espagne, d'après la même ONG) n'en demeure pas moins critiqué.

Le parti démocratique du Botswana (BDP) est au pouvoir depuis l'indépendance du pays en 1966. La constitution octroie de grands pouvoirs à l'exécutif et les inégalités sont spectaculaires.

Mokgweetsi Masisi, qui était vice-président en début d'année, a été nommé chef d'État en avril suite à la démission de son prédécesseur, Ian Khama, qui ne souhaitait pas exercer sa fonction au-delà des dix ans prévus par la constitution. Des élections doivent s'y tenir dans douze mois.